

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION de l'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

N° 2015/0173

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 512-31 et R. 512-33,

Vu le décret n° 2004/374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté préfectoral 2010/305 du 2 avril 2010 autorisant l'exploitation d'une centrale de production d'électricité au moyen du procédé CCG à BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON,

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931,

Vu les courriers de l'exploitant des 13 mars 2015 et 23 février 2016 relatifs à une demande de réduction de la vitesse d'éjection des gaz issus de la turbine à gaz du CCG à 8 m/s,

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées EA/LL/199-2016 daté du 26 avril 2016 et le projet d'arrêté annexé à ce rapport accordant à la société EDF la réduction demandée,

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 12 mai 2016,

Vu le courrier du 17 mai 2016 notifié le 19 mai 2016 par lequel l'exploitant a été invité à formuler ses ultimes observations sur ce projet d'arrêté,

Considérant que l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé fixe la vitesse minimale d'éjection des gaz des installations de combustion à 8 m/s, vitesse sollicitée par la société EDF pour son installation autorisée par l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 susvisé,

Considérant que la modélisation de la dispersion des rejets atmosphériques issus de la turbine à gaz transmise par courrier du 23 février 2016 susvisé, révèle sur la base d'hypothèses conservatrices des concentrations moyennes annuelles en polluants à l'immission acceptables pour l'environnement et la santé humaine au regard de l'état initial de la qualité de l'air et compatibles avec les objectifs fixés pour la qualité de l'air par l'article R. 221-1 du Code de l'Environnement,

Considérant en conséquence que toutes les conditions sont réunies pour garantir la protection des

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – CS 60031 – 54038 NANCY CEDEX
Téléphone : 03 83 34 26 26 Télécopie : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine - 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, et que, dans ces conditions, en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, la réduction de la vitesse minimale d'éjection des gaz en marche continue maximale peut être envisagée pour cette installation,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Champ d'application

Les dispositions de l'**article 26** de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2010/305 du 2 avril 2010 relatives uniquement au CCG sont remplacées par les dispositions suivantes :

« CCG

Les caractéristiques de turbines à gaz et des chaudières sont les suivantes :

	<i>Turbine à gaz</i>	<i>Chaudière auxiliaire de démarrage</i>
<i>Combustibles</i>	<i>Gaz naturel</i>	<i>Gaz naturel</i>
<i>Puissance</i>	<i>755 MWth</i>	<i>17 MWth</i>
<i>Hauteur minimale de la cheminée</i>	<i>65 m</i>	<i>46 m</i>
<i>Diamètre de la cheminée</i>	<i>7 m</i>	<i>0,8 m</i>
<i>Débit des fumées sèches</i>	<i>749 000 Nm³/h</i>	<i>14 600 Nm³/h</i>
<i>Vitesse minimale d'éjection</i>	<i>8 m/s</i>	<i>5 m/s</i>

»

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 2 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson et pourra être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois et publié pour une durée identique sur le site internet de la préfecture. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 4 – Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Nancy.

Le délai de recours est de deux mois, à compter du jour où le présent arrêté est notifié, pour l'exploitant et de un an, à partir de la publication, pour les tiers.

Article 5 – Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société EDF

et dont une copie sera adressée :

- à la directrice départementale des territoires,
- au directeur général de l'Agence régionale de santé,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Nancy, le **13 JUIN 2016**

Le préfet,


**Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY**